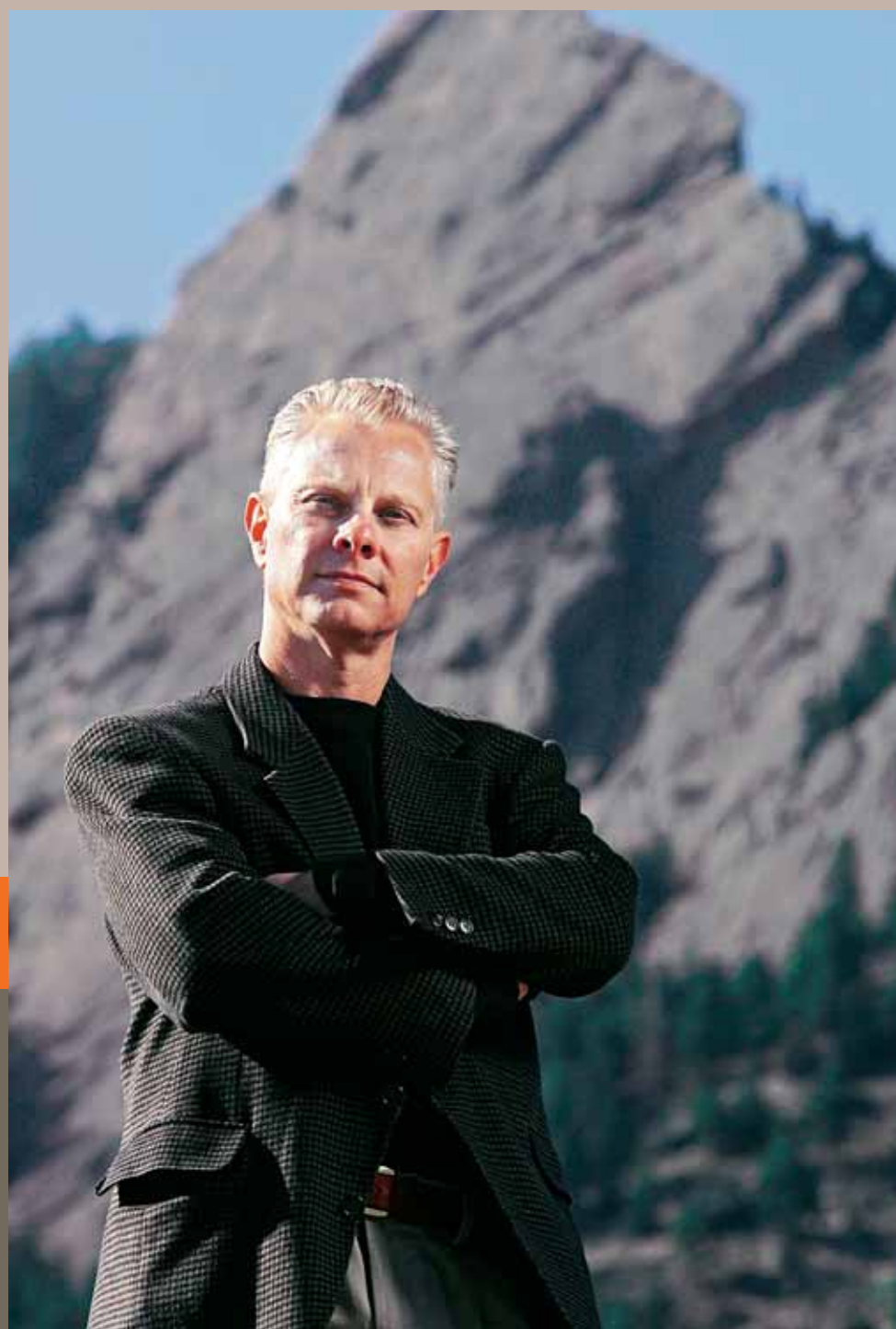




Mieux maîtriser notre consommation énergétique, une nécessité renforcée par les inquiétudes sur le réchauffement climatique, la perspective de la limitation des sources d'énergies primaires d'origine fossile, et la sécurisation des approvisionnements. Les politiques mises en œuvre pour y parvenir, aussi indispensables qu'elles soient, peuvent parfois induire des effets contraires. Elles exigent avant tout un changement durable et profond de nos habitudes.

L'AVIS DE HOWARD GELLER,

Spécialiste de l'efficacité énergétique, Directeur exécutif de *Southwest Energy Efficiency Project* (SWEET), il a dirigé l'*American Council for an Energy-Efficient Economy* (ACEEE) à Washington. Il est par ailleurs consultant auprès de l'AIE (Agence internationale de l'énergie).



La réduction de l'intensité énergétique¹ dans les pays de l'OCDE, depuis une trentaine d'années (choc pétrolier de 1973), est principalement due aux améliorations apportées dans la fourniture et dans la consommation d'énergie (par exemple, une plus grande efficacité énergétique des véhicules, des logements, des équipements, de la production électrique, etc.) et, dans une moindre mesure, au déplacement de l'activité économique de l'industrie vers les services. L'AIE a ainsi calculé que cette réduction, dans 11 pays industrialisés², avait été de 1,6 % par an et par point de PIB et que, sans elle, la consommation d'énergie, en 1998, aurait déjà été supérieure de 49 % ! En Grande-Bretagne, par exemple, elle a baissé de 14 % dans l'habitat depuis 2001. Cette tendance devrait perdurer pendant le prochain quart de siècle, mais on peut s'interroger sur son amplitude, car, si les efforts entrepris devaient l'être à l'aune des inquiétudes sur le réchauffement climatique, alors les résultats pourraient être encore bien supérieurs...

La fiscalité, le financement de la recherche, l'évolution des normes, accélèrent le développement, de même que l'adoption de mesures en faveur de l'efficacité énergétique. Les normes pour les équipements domestiques ont ainsi eu un impact important sur l'efficacité énergétique du Japon et des États-Unis. Dans ce pays, on estime qu'en 2010, elles devraient permettre d'économiser 250 TWh chaque année, soit près de 6,5 % de la consommation électrique annuelle projetée.

Paradoxalement, il y a un risque que toute amélioration en matière d'efficacité énergétique s'accompagne d'un « effet rebond » qui conduirait à une demande accrue de services énergétiques (par exemple, pour la climatisation des logements), surtout si les prix baissent. Mais l'expérience montre que cet effet est en général relativement modéré et ne justifie pas de cesser les efforts. Les spécialistes de l'énergie doivent cependant l'intégrer dans leurs projections.

Changer nos styles de vie

Les réglementations nationales comptent pour beaucoup dans l'effet des efforts engagés. Aux États-Unis, par exemple, la plupart des producteurs d'électricité se contentent d'augmenter leurs profits en vendant davantage. À l'inverse, on a constaté qu'à Tokyo, dans l'Ontario ou en France, en accélérant leur efficacité énergétique tout en imposant la maîtrise du prix de l'électricité, ces régions ou pays se sont mieux protégés contre le risque d'arrêt de production. Toujours aux États-Unis, la fiscalité freine les investissements en faveur de l'efficacité énergétique. Si les investissements immobiliers dans les bureaux s'amortissent sur trente ans, ceux pour l'achat d'énergie le sont l'année même où ils sont effectués. À Londres, le coût de l'énergie dans les bureaux ne compte que pour 1 à 2 % du coût total de la location. Autant de situations qui n'encouragent guère les programmes d'amélioration de l'efficacité énergétique. Ceux-ci n'ont d'ailleurs pas toujours l'effet escompté. En Grande-Bretagne, au début des années 2000, les producteurs d'électricité ont

distribué gratuitement des millions d'ampoules fluorescentes compactes à faible consommation. Résultat, les consommateurs ont considérablement réduit les achats de ce type d'ampoule, tandis que les commerces ont renoncé à constituer des stocks, créant ainsi un cercle vicieux. Mais, au-delà de toutes les mesures incitatives ou coercitives possibles (et nécessaires), le plus difficile pour les gouvernements sera d'imposer des changements de comportement et de styles de vie, comme conduire moins ou résider dans des habitations plus petites. Le succès d'une politique énergétique doit donc associer les mesures d'efficacité énergétique et les changements de comportement et de mode de vie capables d'économiser le maximum d'énergie et de favoriser au mieux la stabilisation climatique et le développement durable à long terme. ■

1. Intensité énergétique : quantité d'énergie utilisée par unité d'activité comme, par exemple, pour le chauffage d'un appartement (cal/m²) ou le nombre de kilomètres parcourus par un véhicule (l/km).
2. États-Unis, Japon, Australie, Grande-Bretagne, France, Danemark, Italie, Allemagne, Norvège, Suède, Finlande.

► Pour en savoir plus : www.swenergy.org (site de *Southwest Energy Efficiency Project*)
www.aceee.org (site de l'*American Council for an Energy-Efficient Economy*)

À lire :
• *Energy Revolution: Policies for a Sustainable Future*, Howard Geller, Island Press, 2003.
• *The Experience with Energy Efficiency Policies and Programmes in IEA Countries*, Howard Geller et Sophie Attali, IEA Information Paper, août 2005.

ZOOM

Southwest Energy Efficiency Project (SWEET) : un organisme d'étude et d'évaluation de l'efficacité énergétique

SWEET est une organisation d'intérêt public active aux États-Unis, dans les États de l'Arizona, du Colorado, du Nevada, du Nouveau-Mexique, de l'Utah et du Wyoming. En collaboration avec les producteurs d'électricité, les agences fédérales, les associations pour la préservation de l'environnement, les universités, des spécialistes et des institutions internationales, elle conduit des études sur l'efficacité énergétique en matière d'utilisation de l'électricité et dans les transports. Ses domaines d'intervention concernent la législation, la production, la réglementation de la construction, les systèmes de cogénération, et l'évaluation des programmes.

“ L'urgence des problèmes exige un changement radical de nos comportements, associé à l'amélioration continue des techniques et à une plus grande efficacité énergétique. ”